

Le député Dennis Bevington pose une question sur la Station de recherche du Canada dans l'Extrême-Arctique à la Chambre des communes, le 27 octobre 2014.

Monsieur le Président, le dernier projet de loi omnibus d'exécution du budget prévoit la fusion de la Commission canadienne des affaires polaires avec la Station de recherche du Canada dans l'Extrême-Arctique, créant du coup une nouvelle instance bureaucratique qui aurait moins de comptes à rendre au Parlement. Qu'advient-il des nombreux programmes scientifiques fédéraux dans l'Arctique, comme le Programme du plateau continental polaire, de Ressources naturelles Canada, le Service canadien des glaces ou le programme Arctique du CNRC?

Les changements climatiques ont provoqué une véritable crise dans l'Arctique. Pourquoi les conservateurs n'ont-ils pas plutôt créé un organisme qui assurerait la coordination globale des travaux scientifiques dans l'Arctique et qui ferait rapport annuellement au Parlement?

L'hon. Leona Aglukkaq (ministre de l'Environnement, ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord et ministre du Conseil de l'Arctique)

Monsieur le Président, la fusion annoncée constituera l'occasion rêvée de coordonner les recherches dans l'Arctique. Nous avons investi une quantité considérable de ressources pour construire la Station de recherche du Canada dans l'Extrême-Arctique à Cambridge Bay. Ce projet, qui sera achevé en 2017, rassemblera de nombreux chercheurs. À notre avis, les recherches sur l'Arctique doivent avoir lieu dans l'Arctique, et nous faisons le nécessaire pour qu'il en soit ainsi.